



Réponse à la consultation de l'ARCEP

Attribution de fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine.

SOMMAIRE

I.	Préambule.....	4
II.	Positionnement vis-à-vis des points abordés par l'ARCEP	5
II.1	Introduction et objectifs de l'attribution	5
II.2	Fréquences concernées et disponibilité de ces fréquences	5
II.3	Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences	6
II.3.1	Durée des autorisations	6
II.3.2	Étendue géographique des autorisations au sein d'un département	6
II.3.3	Obligations de déploiement et d'utilisation effective des fréquences	6
II.3.4	Conditions techniques d'utilisation	7
II.3.5	Redevances	8
II.3.6	Cession d'autorisation et mise à disposition des fréquences	8
II.3.7	Procédures auprès de l'Agence nationale des fréquences	8
II.4	Traitement des demandes d'attribution de fréquences.....	8
II.4.1	Maille territoriale.....	8
II.4.2	Calendrier.....	9
II.4.3	Dépôt des demandes d'attribution de fréquences.....	9
II.4.4	Instruction des demandes reçues.....	9
II.5	Contenu des dossiers de demande d'attribution de fréquences	9
II.5.1	Information relative au demandeur	10
II.5.2	Caractéristiques de la demande d'attribution de fréquences	10
II.5.3	Description du projet.....	10
III.	Conclusion.....	11

Publication :

Version	Date	Descriptif	Auteur	Fonction
V 0.1	02/08/2017	Initialisation du document	PY.Machavoine	Direction Réseaux
V 0.2	16/08/2017	modification	P.Le Grand	Vice-Président
V 0.3	28/08/2017	Correctif	PY.Machavoine	Direction Réseaux
V 0.4	05/09/2017	relecture	PY.Machavoine	Direction Réseaux

© Copyright NomoTech, 2016

Les informations contenues dans ce document sont la propriété du groupe NomoTech SAS et des sociétés affiliées.
Toute exploitation, transmission et/ou enregistrement du document doit être autorisé par NomoTech SAS.



I. Préambule

Le Groupe NomoTech, expert français des technologies sans fil pour la résorption des zones blanches ADSL, est un groupe français qui comprend 160 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de près de 40 millions d'euros en 2016. Avec des déploiements de réseaux radio sur près de la moitié des départements français, le plus souvent dans le cadre de réseaux d'initiative publique, le Groupe NomoTech se place depuis plus de 13 ans comme l'un des principaux acteurs de l'aménagement numérique du territoire.

L'activité FAI du Groupe NomoTech est portée par sa filiale, la société Ozone, qui compte près de 50.000 abonnés disposant d'un accès à internet haut débit (de 1 à 20 Mb/s selon les réseaux) par les technologies sans fil, ce qui en fait le chef de file historique français sur le marché des Zones Blanches ADSL et celui complémentaire des montées en débits rurales.

A ce jour, NomoTech estime à près de 100.000 le nombre de foyers français utilisant à domicile des technologies radio comme moyen d'accès à internet. Avec les montées en débit permises par les récentes évolutions, près de 400.000 foyers devraient être utilisateurs dans les prochaines années.

Le choix technologique de NomoTech s'est toujours porté sur les fréquences libres à 5,4 GHz, qui ont pour avantage de proposer une grande largeur de spectre et donc de faire émerger des offres avec des débits importants. La collecte des points hauts est dans l'idéal optique, et sinon réalisée par des faisceaux hertziens. Par ailleurs, sous l'égide de l'ARCEP, le groupe NomoTech a souhaité conduire en 2016 un ensemble d'expérimentations permettant d'une part de valider les promesses technologiques sous-tendues par la technologie TD-LTE, et d'autre part de mesurer les cas d'applications selon les différentes configurations rencontrées dans les projets d'aménagement numérique conduits par les collectivités.

Son activité d'opérateur de boucle locale radio en zone blanche ou de FAI place le Groupe NomoTech comme un expert naturel pour éclairer les autorités, définir les meilleures solutions et dégager les bonnes pratiques puisque confronté au quotidien à la rareté du spectre.

Dans la continuité de la réponse qu'elle a adressée à l'Autorité en date du 1er mars 2017 dans le cadre de la consultation publique ayant pour titre « De nouvelles fréquences pour les territoires, les entreprises, la 5G et l'innovation », NomoTech a souhaité répondre à la consultation publique lancée le 13 juillet 2017 par l'Autorité, portant sur « L'attribution de fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz pour le très haut débit radio en France métropolitaine », et qui fait l'objet du présent document.

II. Positionnement vis-à-vis des points abordés par l'ARCEP

II.1 Introduction et objectifs de l'attribution

En préambule, NomoTech se réjouit de la décision de principe de l'Autorité d'octroyer une plage de fréquences dédiée à l'aménagement du territoire. Il est inutile de rappeler ici tout l'intérêt d'un tel dispositif (se référer au document de réponse de NomoTech de la consultation publique du 6 mars), toutefois le choix de la plage 3410 - 3460 MHz identifiée par l'Arcep appelle à commentaires.

Tout d'abord, la largeur de 50Mhz licenciés rendue disponible va dans le sens d'un débit partagé sans commune mesure avec ce qui était permis par les technologies radio précédentes (type WiMax ou Wifi). En conséquence, le service délivré à l'abonné tenant compte du modèle de technique retenu par NomoTech permet de proposer un service de 30Mbps/s DL qui est le seuil du Très Haut Débit fixé par les instances européennes. C'est donc tout à fait positif.

Ensuite, cette largeur de spectre nécessitera pour être occupée dans sa totalité un recours à une asymétrie de gestion de sous-canaux. En effet, les configurations standardisées des plages de travail des émetteurs radio sont de 1, 2, 5, 10, 15 ou 20 MHz. Cette dernière solution technique étant trop complexe à opérer à ce stade des études, le choix de gestion retenu se tournera probablement vers :

n sous canaux de 10MHZ ou de 20MHZ.

Par ailleurs, comme l'indique l'Autorité, ceci est renforcé par la disponibilité de cette plage qui ne semble pas être homogène sur le territoire (ce point majeur est développé par ailleurs dans le présent document). Il est donc acté que bien que présentée comme un potentiel de 50MHz, la plage réelle utile est plus restrictive à ce stade du fait d'une part des utilisations en cours associées ou non des procédures de réajustement et d'autre part aux utilisations pour les besoins d'intérêt général.

II.2 Fréquences concernées et disponibilité de ces fréquences

Comme le souligne l'Autorité, la plage de 3410 - 3460 MHz est actuellement partiellement attribuée. 2 familles d'attributaires sont présentes :

- Dans certains Départements, Le Ministère de l'Intérieur occupe sur la plage 3452 - 3460 MHz qui ne sera libérée qu'au-delà de 2020, soit postérieur à la cible fixée par le Chef de l'Etat lui-même.
- Dans d'autres Départements, les attributaires de la BLR2 dont la plage 3432,5 - 3447,5 MHz qui ne sera libérée qu'après un travail de réaménagement.

A noter que dans certains départements, la plage de fréquences 3410 - 3460 MHz est concernée par les 2 familles.

Comme cela est proposé par l'Autorité, NomoTech insiste sur l'impérieuse nécessité de connaître la disponibilité des fréquences de la bande 3410 - 3460 MHz par territoire. Une communication au plus tôt est nécessaire permettant à l'attributaire de connaître les contraintes. Par ailleurs, il nous semble primordial de donner de la stabilité dans l'octroi de cette plage pour poursuivre l'industrialisation de ce marché. En conséquence, NomoTech insiste auprès de l'Autorité pour que département par département soit connue la plage disponible à date ainsi que son élargissement potentiel jusqu'en juillet 2026. Enfin, toujours sur ce principe de stabilité (gage d'industrialisation performante), il nous paraît utile que l'Autorité puisse s'engager à ce qu'aucune nouvelle affectation pour d'autres usages que celles de l'aménagement numérique vienne obérer partiellement la bande 3410 - 3460 MHz jusqu'en juillet 2026.

II.3 Dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences

II.3.1 DUREE DES AUTORISATIONS

Concernant les principales dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences, en particulier celles portant sur la durée, NomoTech prend acte que l'Autorité cale l'échéance de fin d'attribution sur celle des actuelles attributions de la BLR. S'il est entendu que l'attribution de cette plage de fréquences a pour objet l'organisation de la transition vers le tout FTTH, le groupe NomoTech demande à ce que préalablement à l'échéance de cette date, un bilan soit tiré sur l'entièreté du territoire français afin d'étudier la prolongation de cette autorisation d'émettre, comme ceci est présenté par l'Autorité.

Enfin, NomoTech est tout à fait favorable à ce que pour le cas où le candidat ou l'attributaire ne disposerait manifestement pas ou plus des capacités techniques ou financières pour faire face durablement à ses obligations, l'attribution lui soit retirée. Ceci va dans le sens d'un engagement fort et durable que requiert l'aménagement numérique du territoire.

II.3.2 ÉTENDUE GEOGRAPHIQUE DES AUTORISATIONS AU SEIN D'UN DEPARTEMENT

Concernant les principales dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences, en particulier celles portant sur l'étendue géographique, NomoTech est en phase avec la position de l'Autorité de considérer la maille départementale comme la plus adaptée. Par ailleurs, NomoTech approuve également le principe édicté qui consiste à octroyer l'utilisation de la plage de fréquence uniquement sur les zones pour lesquelles les initiatives privées ne conduiraient pas à rendre disponible des réseaux FTTH à court ou moyen terme (nommé ci-après *zone cible de la radio*). En effet, ceci est cohérent avec la raison même de cet octroi qui est celui de complétude des actions sur le FTTH, c'est-à-dire à destination de prises qui ne seront pas desservies à court ou moyen terme pour des raisons budgétaires et/ou calendaires.

De ce fait, il est entendu que sont exclues les prises situées dans les zones très denses, ainsi que celles de la zone moins dense d'initiative privée (dite zone AMII). Dès lors, il est également entendu que les zones cibles de la radio sont situées sur la zone RIP. A ce titre, il est indispensable que le dépôt d'une candidature se fasse en lien étroit avec l'organisme public porteur de l'aménagement numérique. Raison pour laquelle NomoTech avait indiqué dans sa réponse à la consultation publique du 6 mars, la nécessité de confier l'octroi de cette plage de fréquence à cette dernière ou à son délégataire.

Si cette suggestion semble se heurter au droit communautaire, il n'en n'est pas moins que NomoTech propose qu'au soutien de sa demande, le demandeur doive, et non puisse, présenter un courrier de l'organisme public porteur de l'aménagement numérique. Ceci afin de renforcer la cohérence entre une volonté privée d'intervenir sur les zones concernées et non pas percuter une action publique prévue à court terme ou déjà engagée.

Enfin, le fait de contraindre le demandeur à préciser de manière explicite l'ajout, dans le périmètre géographique autorisé, de points spécifiques situés dans des zones où un réseau filaire à très haut débit est disponible, semble être une exigence inutile. En effet, le recours à des sites de puits de collecte en Très Haut Débit (notamment en fibre optique) est impératif pour le fonctionnement d'un réseau couvrant les zones cibles de la radio. Ces sites servant à la base à la collecte peuvent donc être utilisés selon les topologies géographiques également de site de desserte radio.

Aussi, compte tenu du fait que l'Autorité demande un engagement sur la couverture des zones cible de la radio, ceci devient une demande redondante qui ne porte que peu d'intérêt pour le choix de l'attributaire.

II.3.3 OBLIGATIONS DE DEPLOIEMENT ET D'UTILISATION EFFECTIVE DES FREQUENCES



Concernant les principales dispositions des autorisations d'utilisation de fréquences, en particulier celles portant sur les obligations de déploiement et d'utilisation effective des fréquences, NomoTech n'émet pas de remarque particulière puisque ces exigences sont en phase avec sa volonté de déployer dans le cadre de RIP des réseaux radio de qualité.

Toutefois, NomoTech souhaite insister sur la stabilité du débit d'une part et le ratio DL/UP d'autre part. En effet, il est à conserver en mémoire que l'exigence d'un service très haut débit pendant 95% du temps est une exigence sans commune mesure notamment au regard des services commercialisés par les opérateurs sur les réseaux filaires. Il y a donc là une disproportion notoire qui apparaît. De plus, l'autorité fixe de fait le seuil minimal du ratio entre le DL/UP, ce qui devient la référence pour tous les projets et là aussi peut devenir bloquant dans une stratégie de montée en débit, surtout si la plage de fréquence peut évoluer dans le temps (libération des fréquences utilisées par le Ministère de de l'Intérieur par exemple).

NomoTech comprendra par cette disposition la volonté de l'Autorité de conduire par l'attribution de fréquence au déploiement d'un réel réseau à très haut débit, ce qui est conforme à la vision et à la stratégie du groupe NomoTech. Il conviendra donc d'amender la disposition portant sur la garantie de débit fixée à 95% du temps et de préciser le cas échéant les éléments de mesure associée. Il apparaît utile de préciser que le réseau devra permettre le support pendant 95% du temps d'un service à 30Mb/s pour les utilisateurs finaux effectivement raccordés.

Par ailleurs, les obligations de déploiement à 12 mois de 10 stations radioélectriques dans chaque département concerné par l'autorisation permettent d'éviter une préemption des fréquences au détriment de l'intérêt public et apportent une approche s'inscrivant naturellement dans un contexte au moins départemental, ce qui est conforme à l'approche du groupe NomoTech agissant pour le compte de ses clientes collectivités.

Enfin, afin de ne pas reproduire ce qui a été constaté pour les BLR, NomoTech est tout à fait favorable à ce qu'un contrôle de l'utilisation effective des fréquences soit opéré, ceci pouvant déboucher sur un retrait de l'attribution en cas de manquement.

Toutefois, il est à noter que la disposition consistant pour l'Autorité à abroger l'utilisation de la plage des fréquences sur une zone donnée, du fait par exemple de la disponibilité sur cette zone de solutions filaires à très haut débit, semble très complexe à exécuter. En effet, le principe de recours à des ondes ne permet pas de garantir l'attributaire de l'inéligibilité sur des zones précédemment ou devenues éligibles à un réseau très haut débit filaire. Par exemple, un site peu couvrir une zone devenue éligible aux solutions filaires et également couvrir une zone qui restera inéligible par cette dernière durablement. Dans ce cas, l'attributaire ne doit pas pour autant modifier son architecture risquant des investissements surdimensionnés au regard de son marché. Un tel engagement présenterait un niveau de précision très complexe à maintenir.

De plus, l'Autorité ne pourra tenir à jour ce niveau de précision dans le temps. NomoTech préconise donc que ce travail soit réalisé en concertation avec la collectivité porteuse du réseau d'initiative publique sur le territoire, dans un calendrier établi comme proposé ou à discrétion de l'Autorité tout en tenant compte de la bonne foi de l'attributaire et de la cohérence des réseaux radio avec les autres réseaux d'initiative publique, ce dont il restera en pleinement charge à démontrer.

II.3.4 CONDITIONS TECHNIQUES D'UTILISATION

Concernant les conditions techniques d'utilisation des fréquences, en particulier celles applicables à l'ensemble de la bande 3410 - 3460 MHz, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

Toutefois, il est à noter que l'attributaire devra connaître les zones d'exclusion de radars pour en tenir compte dans la définition de son ingénierie de site, c'est-à-dire au départ du projet. NomoTech



préconise donc que l'Autorité mette à disposition non pas les localisations des radars eux-mêmes mais à minima les zones d'exclusion voire les zones de contrainte de la PIRE maximale. En conséquence, il serait judicieux que ces zones soient disponibles sous clause de confidentialité par exemple, lors du recensement des fréquences disponibles (cf II.2) que l'Autorité se propose de réaliser.

II.3.5 REDEVANCES

Concernant les redevances dans l'utilisation des fréquences, NomoTech note qu'elles sont similaires à ce qui est pratiqué pour le WiMax. Si ceci ne fait pas débat, NomoTech insiste toutefois sur le sujet des coûts lorsque les RIP recourent aux liens de collecte par faisceaux hertziens, ce qui est fréquemment le cas.

NomoTech considère donc que les redevances des faisceaux hertziens qui prennent en compte uniquement des paramètres techniques devraient également intégrer la notion d'équité territoriale par un coefficient de réduction en cas d'utilisation dans un projet public d'aménagement numérique. Actuellement, les projets de collectivités souffrent fortement du montant élevé de ces redevances, dès lors que les faisceaux hertziens sont utilisés pour apporter des solutions à des zones rurales en carence d'infrastructure optique.

II.3.6 CESSIION D'AUTORISATION ET MISE A DISPOSITION DES FREQUENCES

Concernant la cession ou la mise à disposition des fréquences, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

II.3.7 PROCEDURES AUPRES DE L'AGENCE NATIONALE DES FREQUENCES

Concernant la procédure de déclaration, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

Toutefois, NomoTech constate que les procédures d'obtention des numéros identificateurs d'utilisateurs mobiles (*IMSI*) impérative au fonctionnement de réseau type 4G ne sont pas adaptées au fonctionnement des RIP à ce stade. NomoTech attire donc l'attention de l'Autorité sur ce point. Pour illustration, le code *IMSI* est actuellement donné à un opérateur en mode expérimental c'est-à-dire pour une durée courte (moins de 2 ans). Il est fortement souhaitable par ailleurs que lors de l'obtention de la fréquence, l'Autorité et/ou l'ANFR puisse faire le lien de la mise à disposition de ce code avec l'attributaire de la plage de fréquence. Enfin, il est impératif que ce code puisse être mis à disposition et/ou céder afin de tenir compte de l'évolution des projets.

Enfin, NomoTech fait également part de la déclaration des émetteurs (procédure Comsis, ...). Cette procédure devra intégrer les contraintes de cette nouvelle plage de fréquence notamment sa non homogénéité sur le territoire. NomoTech insiste auprès de l'Autorité sur le fait de mettre en place une procédure simple afin que le demandeur puisse le faire dans des conditions et à des coûts raisonnables.

II.4 Traitement des demandes d'attribution de fréquences

II.4.1 MAILLE TERRITORIALE

Concernant ce point, outre les remarques indiquées précédemment (cf II.3.2), NomoTech n'émet aucune remarque de principe.



II.4.2 CALENDRIER

Concernant ce point, NomoTech n'émet aucune remarque de principe. Toutefois NomoTech souligne à nouveau l'urgence de pouvoir bénéficier d'une plage de fréquence pour les projets en cours de déploiement.

II.4.3 DEPOT DES DEMANDES D'ATTRIBUTION DE FREQUENCES

Concernant ce point, NomoTech n'émet aucune remarque de principe. Toutefois, il serait plus adapté de pouvoir saisir les demandes en ligne uniquement.

II.4.4 INSTRUCTION DES DEMANDES REÇUES

Concernant l'examen de la complétude d'une demande et l'analyse des motifs de refus, NomoTech n'émet aucune remarque de principe. Il est toutefois à prendre en compte par l'Autorité le fait qu'une prise n'est déclarée couverte que théoriquement. Ceci ne peut être vérifié qu'après un test d'éligibilité sur site effectué par un professionnel après signature d'un contrat de souscription. Les engagements de couverture sont donc donnés a priori et donc restent théoriques.

Par ailleurs, concernant la vérification de l'absence de demande supplémentaire, NomoTech comprend la nécessité d'effectuer ce travail compte tenu de l'unicité de la plage de fréquence disponible pour le territoire concerné. En effet, contrairement aux BLR, il n'existe qu'une seule plage possible et de ce fait un seul attributaire. Aussi, NomoTech attire l'attention de l'Autorité sur le mécanisme prévu afin de laisser à tous les acteurs la possibilité de concourir, ce qui paraît de principe une bonne chose.

Toutefois, NomoTech souligne à la fois que le mécanisme imaginé et le temps imparti à manifestation d'intérêt, laisse la possibilité d'un blocage d'une demande par un autre acteur. En conséquence, il existe là une possibilité pour un demandeur de bloquer un projet public par exemple, sans aucune mesure d'empêchement ni aucun recours ne puisse être engagé après son dépôt de dossier et ce pour un délai manifestement long au regard des engagements qui peuvent être pris sur les durées de déploiement (notamment dans son § 3.3.1 le titulaire est tenu d'avoir mis en service 10 stations radioélectriques en 12 mois). C'est là un point majeur qu'il ne faut pas laisser en l'état.

Enfin, ce risque est amplifié une fois l'attribution faite à un demandeur qui n'aura pas tenu manifestement ces engagements. Or, l'Autorité ne fait pas mention de mesures coercitives en cas de non-respect des engagements pris. Ces mesures pourraient prendre d'autres formes que financières, comme a minima des procédures accélérées sur la restitution des fréquences, permettant à un autre demandeur de bénéficier de cette plage de fréquence et donc limitant ainsi le phénomène de blocage.

II.5 Contenu des dossiers de demande d'attribution de fréquences

Concernant ce point, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

D'une manière générale, afin de lever toute ambiguïté sur le contenu documentaire, NomoTech suggère que pour les documents qui font l'objet du respect d'un contenu et/ou d'un formalisme (une fiche de synthèse destinée à être publiée, les informations relatives au demandeur conformément à la partie 5.1, ...), il serait judicieux que l'Autorité puisse rendre accessible des formulaires à compléter à l'image de ce qui est fait pour les demandes d'expérimentation par exemple.

II.5.1 INFORMATION RELATIVE AU DEMANDEUR

Concernant ce point, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

II.5.2 CARACTERISTIQUES DE LA DEMANDE D'ATTRIBUTION DE FREQUENCES

En préambule concernant ce point, NomoTech est en phase avec le contenu des caractéristiques de la demande. En complément, il convient de préciser que la caractéristique n°8 ne pourra être complétée dès lors que la plage accessible sera connue (se référer au § II.2). En ce qui concerne la caractéristique n°11, il est nécessaire de clarifier la granularité territoriale attendue. En effet, il est fait référence à un « périmètre géographique » ou à une « zone » où le déploiement du THD radio permettra d'apporter le très haut débit aux foyers qui n'en disposeront pas à court ou moyen terme. Selon l'expérience de NomoTech, des fichiers SIG (au format Shape par exemple) contenant les prises et la couverture théorique pourrait être un contenu adapté par défaut. Ceci permettrait de faire le lien avec la caractéristique n°12 et montrer la complétude avec les calendriers de commercialisation des solutions filaires.

II.5.3 DESCRIPTION DU PROJET

Concernant le point portant sur les aspects techniques, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

Concernant la date de mise en service par site de la caractéristique n°18, elle sera fournie à titre d'information car elle peut être impactée par des problématiques de négociation, d'accès, de terrain ... Concernant la caractéristique n°19, elle ne pourra être obtenue au stade de la demande. Concernant la caractéristique n°22, cette précision dépend de la maturité du projet au moment de la demande. En conséquence, ce point ne pourra être présenté de manière uniforme. Concernant la caractéristique n°27, elle est sujette à interprétation et ne présente pas d'intérêt tant que l'engagement de répondre aux exigences est pris.

Concernant le point portant sur les aspects commerciaux, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.

Concernant le point portant sur les aspects financiers, NomoTech n'émet aucune remarque de principe.



III. Conclusion

Au travers de sa réponse à la présente consultation publique, NomoTech apporte sa vision sur la future procédure mise en place par l'ARCEP ayant pour but l'attribution d'une plage de fréquence 3410 - 3460 MHz à destination de l'aménagement numérique du territoire.

D'une manière générale, NomoTech se réjouit de la décision de l'Autorité d'octroyer une plage de fréquences licenciée dédiée à l'aménagement du territoire d'une largeur de bande de minimum 40 MHz contiguë. De plus, les exigences édictées dans la consultation publique font clairement état d'une mise à disposition pour un déploiement harmonieux du Très haut Débit sur le territoire donc en lien avec les initiatives publiques en la matière.

Toutefois, NomoTech émet quelques points de vigilance vers l'Autorité sur les orientations prises. Tout d'abord, la plage pressentie est partiellement utilisée à ce jour. NomoTech s'inquiète donc sur le fait que l'intégralité de la plage pressentie ne soit pas immédiatement disponible en particulier par le fait que le Ministère de l'Intérieur en occupera une partie jusqu'en 2020, soit postérieurement à la cible fixée par le Chef de l'Etat. De plus, la plage de fréquence positionnée pour l'aménagement numérique du territoire est aujourd'hui affectée en partie pour la BLR2, et donc potentiellement occupée par des abonnés WiMax dont la migration vers une autre bande ou vers une autre technologie (par exemple en TD LTE) est rendu complexe.

De ce fait, la plage de fréquence immédiatement disponible n'est donc pas homogène sur le territoire puisque certains territoires sont concernés par la présence du Ministère de l'Intérieur, d'autres la présence d'abonnés sur la BLR2, voire certains dans les 2 cas.

Le fait d'une présence d'abonnés sur la BLR2, devra impérativement comporter en contrepartie une plage libre contiguë minimale de 20MHz pour migrer les abonnés dans un premier temps puis d'étendre la plage vers les fréquences libérées de ce fait dans un second temps. Dans le cas contraire, la plage de fréquence pourrait devenir inopérationnelle.

En conséquence, NomoTech liste ci-après les points de vigilance envers la procédure d'attribution :

1. Devant la complexité d'identifier les fréquences disponibles, il est indispensable que l'Autorité puisse diffuser (via un site internet par exemple) les contraintes et disponibilités de la bande 3410 - 3460 MHz à ce jour et les libérations d'attribution prévues au cours du temps.
2. Afin de permettre une industrialisation, l'Autorité doit garantir qu'aucune nouvelle affectation pour d'autres usages que celles de l'aménagement numérique vienne obérer partiellement la bande 3410 - 3460 MHz jusqu'en juillet 2026.
3. L'Autorité n'envisage pas de mesure conservatoire envers les demandeurs qui de par leur action pourraient bloquer des demandes d'attribution vers des projets publics. Ceci peut freiner les initiatives publiques pourtant pleinement fondées. Le délai d'attribution en cas de demandes multiples doit donc être réduit.
4. En cas d'attribution à un projet dont il est manifeste qu'il ne respecte pas ses engagements, l'Autorité doit mettre en place des mesures coercitives via par des procédures accélérées sur la restitution des fréquences. Ceci permettant à un autre demandeur de bénéficier de cette plage de fréquence et donc éviter un phénomène de blocage.
5. La bande basse de la BLR2 étant incluse dans la plage pressentie, la plage 3410 - 3460 MHz devra comporter à minima 20MHz contiguë disponible de suite pour migrer les abonnés présents sur la BLR2.

Enfin, NomoTech insiste sur le caractère d'urgence d'une ouverture du guichet par l'Autorité pour l'attribution de la plage 3410 - 3460 MHz dès la rentrée, afin de permettre en particulier aux projets publics de radio très haut débit de se concrétiser rapidement.